



La Haye, 2 mai 2007

ICC-PIDS-PR-20070502-214C\_Fr

**Situation: Darfour, Soudan**

**Affaire : *Le Procureur c/ Ahmad Muhammad Harun (« Ahmad Harun ») et Ali Muhammad Al Abd-Al-Rahman (« Ali Kushayb »)***

**Marche à suivre et procédure applicable après la délivrance d'un mandat d'arrêt**

**Coopération des États**

Les demandes d'arrestation et de remise d'Ahmad Muhammad Harun (Ahmad Harun) et Ali Muhammad Al Abd-Al-Rahman (Ali Kushayb) seront transmises aux autorités soudanaises compétentes et à tous les États parties au Statut de Rome. Les États membres du Conseil de sécurité qui ne sont pas parties au Statut de Rome recevront également ces demandes. La Chambre préliminaire a rappelé que le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a affirmé, dans sa résolution 1593, que le Gouvernement soudanais et toutes les autres parties au conflit du Darfour devaient coopérer pleinement avec la Cour et le Procureur et leur apporter toute l'assistance nécessaire conformément à la présente résolution, tout en reconnaissant que le Statut de Rome n'impose aucune obligation aux États qui n'y sont pas parties, et demande instamment à tous les États et à toutes les organisations régionales et internationales concernées de coopérer pleinement.

D'autres pays, comme l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie et la Libye recevront également les demandes sollicitant l'arrestation et la remise des personnes nommées dans les mandats. Les États concernés qui reçoivent les demandes d'arrestation et de remise prennent immédiatement des mesures pour faire arrêter les personnes dont il s'agit<sup>1</sup>. Une fois ordonnée la remise par l'État de détention, la personne est livrée à la Cour aussitôt que possible<sup>2</sup>.

**Procédure initiale devant la Cour**

Dès que la personne est remise à la Cour, la Chambre préliminaire tient une audience en sa présence pour vérifier qu'elle a été informée des crimes qui lui sont imputés et des droits que lui reconnaît le présent Statut, y compris le droit de demander sa mise en liberté provisoire en attendant d'être jugée.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Article 59 du Statut de Rome.

<sup>2</sup> Article 59 du Statut de Rome.

<sup>3</sup> Article 60-1 du Statut de Rome

### **Confirmation des charges avant le procès**

Dans un délai raisonnable après la remise de la personne à la Cour ou sa comparution volontaire devant celle-ci, la Chambre préliminaire tiendra une audience pour confirmer les charges<sup>4</sup>. Exceptionnellement, la Chambre préliminaire peut tenir cette audience en l'absence de l'intéressé<sup>5</sup>. À l'issue de l'audience de confirmation des charges, la Chambre préliminaire peut :

- a) confirmer les charges et renvoyer l'affaire en jugement<sup>6</sup>. Une fois les charges confirmées, la Présidence de la Cour constituera une chambre de première instance chargée de conduire la phase suivante de la procédure<sup>7</sup>.
- b) ne pas confirmer les charges, décision qui n'empêche pas le Procureur de présenter ultérieurement une nouvelle demande en se basant sur des éléments de preuve supplémentaires<sup>8</sup>.
- c) ajourner l'audience et demander au Procureur d'envisager d'apporter des éléments de preuve supplémentaires ou de procéder à de nouvelles enquêtes, ou encore de modifier une charge si les éléments de preuve produits établissent un crime différent<sup>9</sup>.

### **Procès**

Le procès se déroulera au siège de la Cour, à La Haye, sauf s'il en est décidé autrement<sup>10</sup>. L'accusé doit être présent à son procès<sup>11</sup>, lequel est public<sup>12</sup>, à moins que la Chambre, pour assurer la sécurité des victimes et des témoins ou protéger les renseignements sensibles donnés dans les dépositions, n'ordonne le huis clos pour certaines audiences<sup>13</sup>.

L'accusé a le droit de bénéficier de l'assistance d'un avocat chaque fois que les intérêts de la justice l'exigent et, s'il n'a pas les moyens de le rémunérer, de se voir attribuer sans frais un défenseur par la Cour<sup>14</sup>.

L'accusé aura le choix de plaider coupable ou non coupable<sup>15</sup>.

- Lorsque l'accusé reconnaît sa culpabilité, la chambre de première instance prend en considération l'aveu de culpabilité, accompagné de toutes les preuves complémentaires présentées, et elle peut reconnaître l'accusé coupable de ce crime<sup>16</sup>.

- Si la chambre de première instance n'est pas convaincue que l'accusé comprend la nature et les conséquences de son aveu de culpabilité, ou que celui-ci a été fait volontairement après des consultations suffisantes avec l'accusé et son défenseur ou est étayé par les faits de la cause, elle considère qu'il n'y a pas eu aveu de culpabilité,

---

<sup>4</sup> Article 61-1 du Statut de Rome.

<sup>5</sup> Article 61-2 du Statut de Rome.

<sup>6</sup> Article 61-7-a du Statut de Rome.

<sup>7</sup> Article 61-11 du Statut de Rome.

<sup>8</sup> Articles 61-7-b et 61-8 du Statut de Rome.

<sup>9</sup> Article 61-7-c du Statut de Rome.

<sup>10</sup> Article 62 du Statut de Rome et règle 100 du Règlement de procédure et de preuve.

<sup>11</sup> Article 63 du Statut de Rome.

<sup>12</sup> Article 64-7 du Statut de Rome.

<sup>13</sup> Article 68-2 du Statut de Rome.

<sup>14</sup> Article 67-1-d du Statut de Rome.

<sup>15</sup> Article 64-8-a du Statut de Rome.

<sup>16</sup> Paragraphes 1er et 2 de l'article 65 du Statut de Rome.

auquel cas elle ordonne que le procès se poursuive selon les procédures normales prévues<sup>17</sup>.

- La chambre de première instance peut autrement déterminer qu'« une présentation plus complète des faits de la cause serait dans l'intérêt de la justice, en particulier dans l'intérêt des victimes », et demander que des éléments de preuve supplémentaires soient présentés ou ordonner que le procès se poursuive selon les procédures normales<sup>18</sup>.

### **Présentation des éléments de preuve**

Les parties peuvent présenter des éléments de preuve pertinents pour l'affaire. Toute personne est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie conformément au droit applicable<sup>19</sup>. Le fardeau de la preuve incombe au Procureur. La culpabilité de l'accusé doit être prouvée au-delà de tout doute raisonnable<sup>20</sup>.

L'accusé peut interroger les témoins à charge et obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge.

Lorsque les intérêts personnels des victimes sont concernés, celles-ci peuvent participer à la procédure, dans la mesure estimée appropriée par la Cour et d'une manière qui n'est ni préjudiciable ni contraire aux droits de la Défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial. Les vus et préoccupations des victimes peuvent être exposées par leurs représentants légaux<sup>21</sup>.

Lorsque la présentation des moyens des parties est close, le Procureur et la Défense présentent leurs conclusions orales. La Défense a toujours la possibilité de parler en dernier<sup>22</sup>. La Cour peut ordonner que soit accordée aux victimes une réparation<sup>23</sup> pouvant prendre notamment la forme de la restitution, de l'indemnisation ou de la réhabilitation, et elle peut rendre une ordonnance contre une personne condamnée<sup>24</sup>. La peine sera prononcée en audience publique et, chaque fois que possible, en présence de l'accusé ainsi que des victimes ou des représentants légaux de celles-ci, si elles ont participé à la procédure<sup>25</sup>.

### **Peines**

La Cour ne peut prononcer la peine de mort. Elle peut prononcer une peine d'emprisonnement d'au plus 30 ans ou une peine d'emprisonnement à perpétuité si des circonstances exceptionnelles le justifient. La Cour peut en outre fixer une amende ou ordonner la confiscation des profits, biens et avoirs tirés du crime<sup>26</sup>.

---

<sup>17</sup> Article 65-3 du Statut de Rome.

<sup>18</sup> Article 65-4 du Statut de Rome.

<sup>19</sup> Article 66-1 du Statut de Rome.

<sup>20</sup> Article 66 du Statut de Rome.

<sup>21</sup> Article 68-3 du Statut de Rome.

<sup>22</sup> Règle 141 du Règlement de procédure et de preuve.

<sup>23</sup> Article 75-1 du Statut de Rome.

<sup>24</sup> Article 75-2 du Statut de Rome.

<sup>25</sup> Article 76 du Statut de Rome et règle 144 du Règlement de procédure et de preuve.

<sup>26</sup> Article 77 du Statut de Rome.

Les peines d'emprisonnement sont purgées dans un État désigné par la Cour sur la liste des États qui lui ont fait savoir qu'ils étaient disposés à recevoir des condamnés<sup>27</sup>.

### **Appel et révision**

La décision rendue par la chambre de première instance est susceptible d'appel<sup>28</sup>.

La chambre d'appel peut annuler ou modifier la décision ou la condamnation, ou encore ordonner un nouveau procès devant une chambre de première instance différente. Elle peut renvoyer une question de fait devant la chambre de première instance initialement saisie et peut également demander elle-même la production d'éléments de preuve afin de trancher ladite question<sup>29</sup>.

Il est également possible de demander la révision de la décision sur la culpabilité ou la peine<sup>30</sup>.

Quiconque a été victime d'une arrestation ou mise en détention illégales a droit à réparation<sup>31</sup>.

---

<sup>27</sup> Article 103-a du Statut de Rome.

<sup>28</sup> Article 81 du Statut de Rome.

<sup>29</sup> Article 83 du Statut de Rome.

<sup>30</sup> Article 84 du Statut de Rome.

<sup>31</sup> Article 85 du Statut de Rome.